

SES : SOCIOLOGIE ET SCIENCE POLITIQUE

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DANS LES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ?

Bonjour à tous,

Aujourd'hui, je vais vous présenter un thème important du programme de Terminale SES : l'engagement politique dans les sociétés démocratiques.

Tout d'abord, l'engagement politique désigne l'ensemble des actions réalisées par des individus pour participer à la vie politique ou influencer les décisions des gouvernements.

Pendant longtemps, la participation politique était surtout associée au vote. Mais aujourd'hui, les formes d'engagement se sont beaucoup diversifiées.

Le vote reste une forme essentielle de participation démocratique. Cependant, il a évolué. Autrefois considéré comme un devoir civique, il est aujourd'hui davantage perçu comme un droit individuel. Cela explique le développement du vote intermittent, surtout chez les jeunes, qui alternent entre participation et abstention. L'abstention peut parfois être utilisée comme une forme de protestation politique.

Une autre forme classique d'engagement est le militantisme dans les partis politiques ou les syndicats. Cet engagement demande un investissement durable : adhésion, participation aux réunions, distribution de tracts ou organisation de manifestations. Mais cette forme de militantisme est en déclin en France. Le taux de syndicalisation reste par exemple relativement faible.

À l'inverse, l'engagement associatif est en forte progression. Beaucoup de personnes préfèrent aujourd'hui s'engager dans des associations humanitaires, écologiques ou sportives. Cet engagement est souvent plus concret et plus centré sur des actions locales ou des causes précises.

On voit aussi apparaître de nouvelles formes comme la consommation engagée. Les citoyens utilisent leurs choix de consommation comme moyen d'action politique. On parle de boycott lorsqu'on refuse d'acheter un produit pour des raisons éthiques ou écologiques, et de buycott lorsqu'on soutient volontairement certaines entreprises ou certains produits, par exemple le commerce équitable.

Ensuite, les sociologues se sont demandé pourquoi les individus acceptent de se mobiliser alors que cela demande du temps, de l'énergie et parfois des sacrifices.

L'économiste Mancur Olson parle du « paradoxe de l'action collective ». Selon lui, chacun pourrait avoir intérêt à laisser les autres se mobiliser tout en profitant des résultats obtenus. C'est ce qu'on appelle la stratégie du passager clandestin.

Pourtant, les individus continuent à s'engager grâce à plusieurs facteurs.

D'abord, il existe des incitations sélectives, comme des avantages réservés aux membres d'un syndicat ou une aide financière pendant une grève.

Ensuite, le sociologue Albert Hirschman montre l'importance des rétributions symboliques : le sentiment d'être utile, la fierté de défendre ses valeurs ou encore la solidarité créée par l'action collective.

Enfin, la mobilisation dépend aussi du contexte politique, ce qu'on appelle la structure des opportunités politiques. Les réseaux sociaux jouent aujourd'hui un rôle très important pour faciliter l'organisation des mobilisations, notamment chez les jeunes générations.

L'engagement politique varie également selon plusieurs facteurs sociaux.

Les personnes les plus diplômées et les catégories sociales favorisées participent davantage à la vie politique, car elles possèdent souvent plus de capital culturel et se sentent plus légitimes pour intervenir dans le débat public.

L'âge joue aussi un rôle. Les jeunes votent moins que leurs aînés mais ils s'engagent autrement. Le sociologue Jacques Ion parle d'un « engagement post-it » : un engagement plus ponctuel, plus flexible et centré sur des causes précises comme le climat, le féminisme ou les discriminations.

Le genre influence également les formes d'engagement. Historiquement, les hommes étaient plus présents dans les syndicats et les partis politiques. Mais aujourd'hui, les écarts se réduisent, notamment grâce aux lois sur la parité et à l'évolution des mentalités.

Enfin, l'action collective a profondément changé entre le XXe et le XXIe siècle.

Les revendications ne concernent plus seulement le travail ou les salaires. De nouveaux enjeux apparaissent, comme l'écologie, les droits des minorités ou les luttes contre les discriminations.

Les acteurs ont aussi évolué. Aux côtés des partis et des syndicats, on trouve désormais des ONG, des collectifs citoyens ou des communautés mobilisées sur Internet.

Enfin, les modes d'action se transforment : aux manifestations traditionnelles s'ajoutent aujourd'hui des pétitions en ligne, des campagnes virales sur les réseaux sociaux, des actions de désobéissance civile ou encore des blocages.

Pour conclure, l'action collective n'a pas disparu dans les sociétés contemporaines, mais elle s'est profondément transformée. Les citoyens continuent à s'engager, mais de manière plus flexible, plus individualisée et autour de nouvelles causes liées aux enjeux sociaux et environnementaux actuels.

Merci de votre attention.